

SYNTHESE DES TRAVAUX DU DEBAT NATIONAL SUR LA TRANSITION ENERGETIQUE DE LA France

présentée par le
Conseil national du débat

le 18 juillet 2013

Et avec les *commentaires*
(politiquement incorrects)
de
Michel Gay

Citoyen contribuable et consommateur

5 septembre 2013



Préambule

Vive la transition énergétique ! Demain on rase gratis...

Cette synthèse du débat national est, au mieux, un concentré d'utopies dangereuses masquées sous de bonnes intentions lénifiantes et idylliques.

Au pire, elle rappelle les plus belles heures des théories triomphantes qui promettaient un avenir radieux et des lendemains qui chantent à des peuples fascinés, pour aboutir à un terrible enfer pour des millions de personnes (par exemple ex-URSS, Chine, Vietnam, Corée du Nord,...).

Cette synthèse est le condensé d'une idéologie effrayante totalement déconnectée des réalités économiques, sociales et même des principes qui régissent la physique comme on va le voir. Elle ressemble à une propagande trompeuse pour un monde idéal et rêvé.

Avec les orientations qu'elle contient, nous n'allons pas vers la transition énergétique mais vers le chaos.

Dans son rapport sur les énergies renouvelables publiée fin juillet 2013, la Cour des comptes met également en garde contre les dérives financières des subventions et des impôts pour soutenir les éoliennes et le photovoltaïque, notamment.

Cette "synthèse" partielle et partiale est une mascarade de démocratie. Elle ne prend pas en compte, et elle ne mentionne même pas, les milliers de témoignages de particuliers (dont le mien) et d'associations (Fédération de l'Environnement Durable, Sauvons Le Climat, Vent de colère, Association des Ecologistes Pour le Nucléaire, ...) qui s'insurgent contre le développement scandaleux des éoliennes et du photovoltaïque. Il n'est jamais écrit que le développement de l'électricité, notamment d'origine nucléaire, pourrait se substituer aux énergies fossiles partout où c'est possible. Seule est retranscrite la pensée idéologiquement correcte en faveur uniquement des énergies renouvelables.

Sous couvert d'écologie, la France serait-elle en train de voir ressurgir les "bonnes vieilles" méthodes des idéologies totalitaires recyclées dans la politique "verte" ?

On voit de plus en plus ressortir cette notion de culpabilité des comportements et d'autocritique qui évoquent des heures sombres peut-être déjà oubliées.

L'écologie politique s'apparente à une religion qui veut faire le bonheur des hommes contre leur gré et ne souffre aucune contestation : Pauvre pêcheur, repens-toi devant Mère Nature car ton empreinte (carbone) n'est pas bonne sur la terre...

Cette pseudo-synthèse délirante ne contient donc pas des "recommandations" pour le parlement et le gouvernement mais constitue un "cheminement sans ambiguïté" (expression empruntée au texte) vers une dictature enrobée de bons sentiments.

Si vous trouvez ces commentaires utiles et éclairants, diffusez les autour de vous afin que personne ne puisse dire : "On ne savait pas !"

"On ne construit pas une politique sur de bons sentiments. Il faut travailler sur des réalités". (Général de Gaule).

Michel Gay

LA TRANSITION ENERGETIQUE DEMAIN, C'EST AUJOURD'HUI

(Les commentaires sont en caractères gras entre parenthèses)

En exploitant la force du vent, l'Europe du 15^e siècle révolutionnait son modèle agricole et découvrait l'Amérique. Au 19^e siècle, la machine à vapeur puis l'électricité ont fait le monde moderne que nous connaissons, et avec lui la mobilité des hommes et l'expansion des villes. A chaque fois, la transition énergétique a été source de bénéfices sociaux et économiques.

(Qui ont eu lieu parce qu'on avait découvert de nouveaux procédés techniques (machine hydraulique puis à vapeur, moteur à explosion et électrique) adossés à des sources d'énergies abondantes et peu chères (charbon, pétrole, gaz). Est-ce le cas aujourd'hui ? Quel procédé nouveau a-t-on inventé ? Quelle source d'énergie abondante et bon marché capable de satisfaire les besoins d'une nation de 60 millions d'habitants a-t-on découvert récemment ?

Pourrait-on définir ce qu'est la transition énergétique ?

Pour les uns, il faudrait développer massivement l'énergie nucléaire pour substituer l'électricité aux énergies fossiles et créer une civilisation fondée sur l'électricité;

Pour les autres, il faudrait diminuer voire supprimer l'électronucléaire et le remplacer par des énergies renouvelables, notamment éoliennes et photovoltaïques, ou a inventer. Qu'en est-il ? Parle t-on de la même chose ?)

L'énergie, et la façon dont les hommes la maîtrisent, est au fondement de nos modes de vie et de l'organisation de nos sociétés.

(Oui, d'où l'importance de ne pas faire n'importe quoi sinon on peut conduire un pays entier, et même l'Europe, vers une catastrophe économique et humanitaire.)

Alors que la première et la deuxième révolution industrielle, fondées en grande partie sur l'exploitation du charbon et du pétrole, ont ouvert un siècle et demi de croissance mondiale, une nouvelle transition énergétique est nécessaire.

(Pourquoi ? Qui l'a décidé et au vu de quoi ?)

Aujourd'hui, deux milliards de personnes, laissés pour compte par ce modèle de croissance, n'ont pas accès à l'énergie.

(C'est exact et injuste. Il faut donc produire massivement de plus en plus d'énergie bon marché pour alimenter ces deux milliards de personnes supplémentaires et les populations croissantes des pays émergents qui consomment aussi de plus en plus d'énergie, notamment en Inde et en Chine. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) de l'OCDE, les besoins mondiaux en énergie augmenteront de 50% d'ici 2030.

Le nucléaire est une excellente solution pour ces pays très peuplés et techniquement capables de gérer des centrales nucléaires, notamment avec l'aide de la France et de l'Europe).

Par ailleurs, ce modèle consomme toujours plus d'énergie, dans des conditions de moins en moins soutenables. En effet, les ressources énergétiques pour répondre à cette consommation, qui sont à 80% des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon), sont à la fois épuisables, inégalement réparties, tendanciellement de plus en plus chères et première cause du réchauffement climatique.

(Oui, c'est une raison supplémentaire pour développer les réacteurs nucléaires surgénérateurs de quatrième génération (GEN IV) dont le combustible principal, l'Uranium 238 (U238) est suffisamment abondant sur terre pour alimenter la production énergétique mondiale en expansion pendant des centaines d'années voire des

millénaires... Avec sa consommation actuelle, la France possède déjà sur son sol plus de 3000 ans de réserve ! En 2040, si nous développons cette filière, nous aurons 5000 ans de réserve sur notre sol avec notre consommation actuelle, ou encore 2500 ans si nous doublons notre production... Le saviez-vous ?)

Pour que l'énergie participe au fondement d'une société plus juste, pour que chacun ait droit, dans les meilleures conditions, à la mobilité, au chauffage et au confort domestique, aujourd'hui et pour les générations futures, nous devons changer de modèle énergétique.

(Oui, il faut substituer l'électricité aux énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) partout où c'est possible et passer sur un modèle de société de plus en plus construit sur l'électricité. Et quoi de mieux pour produire massivement et à bon marché cette électricité que le nucléaire du futur sans souci d'approvisionnement avec la GEN IV ?)

L'Europe, et notamment la France, ont la responsabilité d'impulser ce nouveau modèle.

(Qui a confié cette responsabilité à la France et à l'Europe ? N'est-ce pas une charge qu'on s'impose à soi-même alors que personne n'a rien demandé ? Auto désignation?)

Elles en ont l'opportunité car elles possèdent les ressources, techniques, humaines et économiques pour le faire et créer ainsi un levier de croissance, dans une logique de solidarité intra-territoriale, intracommunautaire et internationale.

(Oui, aidons les autres pays émergents à accéder à l'électricité grâce au nucléaire pour produire abondamment une énergie bon marché. Notamment d'abord avec des réacteurs de la troisième génération en cours (GEN III) comme l'EPR¹, puis avec les surgénérateurs de GEN IV).

Un nouvel avenir énergétique se dessine.

(Oui, fondé sur les extraordinaires potentialités de l'atome grâce à l'U238 puis ensuite, éventuellement au siècle prochain, au Thorium qui est la seule alternative à l'uranium dans un futur lointain).

Demain, en vivant mieux, nous préserverons les ressources de la planète pour les générations futures.

(Ce qu'on pourrait faire depuis longtemps si on avait davantage développé le nucléaire (même de génération 2 et 3) pour chauffer l'eau de nos centrales thermiques au lieu de brûler du pétrole, du gaz et surtout du charbon depuis 30 ans !)

Nos logements seront mieux isolés. Des lotissements et des quartiers entiers produiront et partageront l'énergie.

(Ils produiront avec quoi ? Des éoliennes et du solaire intermittents ? Il faudra du stockage d'énergie. Ils ne "partageront" pas l'énergie gratuitement, il faudra bien que quelqu'un paie l'investissement (dans quoi déjà ?) et le service. Il est à prévoir des coûts élevés voire insupportables).

Les eaux usées, les déchets domestiques, les ressources agricoles ou forestières, seront utilisés pour le chauffage des logements.

(Oui, on peut toujours améliorer la récupération de ces pertes mais, il ne faut pas se leurrer, ça restera marginal.)

Grâce aux technologies de l'information et au développement des réseaux intelligents et des solutions de stockage,

¹ EPR = European Pressurized Reactor (réacteur de troisième génération en cours de construction pour succéder aux réacteurs actuels de deuxième génération)

(qui reste à inventer et on cherche depuis un siècle...et on n'entrevoit toujours pas le début d'une solution techniquement et économiquement viable pour un stockage massif de l'électricité au niveau des besoins des énergies intermittentes pour un pays comme la France². Il faudrait conditionner le développement des EnR à la découverte et au développement de ces "solutions de stockage".)

nous combinerons de manière plus efficace, y compris au niveau local, usages et moyens de production. En matière de transports, les ménages ne seront plus dépendants de la voiture individuelle, car des alternatives auront été développées, avec l'auto-partage
(Il suffit de l'affirmer et de le croire très fort. Vous avez déjà essayé ? C'est très contraignant en pratique. Saufs cas particuliers, c'est assez inefficace.)

et de nouveaux transports collectifs.

(Ah bon ? Lesquels ? Il suffit de le décréter ? Seule la foi sauve...)

La voiture individuelle elle-même, lorsqu'elle sera nécessaire, consommera moins de deux litres au cent kilomètres.

(Deux litres d'essence ? Là aussi, il suffit de le décréter. Le seul chiffre cité dans ce texte est fantaisiste ! En effet, il faut "physiquement" (dans la réalité) entre 15 kwh et 20 kwh d'énergie "aux roues" à une voiture moyenne gamme (Type Renault Laguna) pour une famille de quatre personnes pour parcourir 100 km. Or, deux litres d'essence contiennent "potentiellement" 20 kwh d'énergie avant transformation dans un moteur qui en restituera au mieux 40% si on fait beaucoup de progrès (principe ou loi de Carnot qu'aucun décret ne modifiera), soit 8 kwh...

Aujourd'hui le rendement est compris entre 20 et 30 % suivant le type de moteur³, le mode de conduite, la route,...

Ou alors, il n'est pas dit dans la douceuse chansonnette qu'on roulera tous en voiturette biplace diesel.)

Demain, de nouveaux emplois verront le jour, pour rénover les logements, développer les énergies renouvelables

(Et aussi pour construire et entretenir les futurs centrales nucléaires EPR puis les réacteurs GEN IV. Pourquoi le nucléaire n'est-il pas cité ?)

sur nos territoires, inventer et exporter les technologies du futur.

(notamment nucléaire...)

De nos ateliers, en France et en Europe, sortiront les véhicules qui rouleront à partir de carburants issus de ressources *renouvelables*

(dont il reste simplement à trouver la ressource en biomasse déjà importée aujourd'hui de pays étrangers. La France importe aussi déjà une partie de son biocarburant au lieu d'importer du pétrole.)

et les puces électroniques qui régleront automatiquement la température des logements.

(Ce n'est pas avec ce genre de gadget qu'on fera beaucoup d'économies sachant que les ménages font déjà naturellement attention à leur consommation d'énergie pour épargner leur portefeuille.)

² Ce que constate aussi la Cour des comptes dans sa synthèse de juillet 2013 "La politique de développement des énergies renouvelables" page 13 : "Absence de méthode de stockage peu coûteuse d'électricité".

³ Une voiture qui consomme 7 litres au 100 km et dont le moteur "classique" à un rendement d'environ 25 % transforme les 70 Kwh d'énergie contenue dans l'essence en 17,5 Kwh d'énergie mécanique "aux roues".

L'investissement dans la recherche et l'innovation auront fait émerger des champions français et européens de l'énergie, compétitifs, créateurs d'emplois, capables de faire rayonner notre savoir faire et de créer des coopérations dans le monde entier.

(C'est beau mais c'est déjà le cas ... avec AREVA, EDF, TOTAL,... qui sont des fleurons français de l'énergie au niveau mondial ! Cocorico ! Que demande le peuple ?)

La transition énergétique est un terrain de créativité économique, sociale et démocratique.

L'émergence de productions locales d'énergie permettra à de nouveaux modes de production et de consommation partagés et collaboratifs de se développer à l'échelle des bassins de vie. Nos entreprises proposeront de la mobilité, du confort, de l'information, des services, et non plus strictement des biens matériels, en mettant les véritables besoins des usagers au cœur de leur stratégie.

(Les rédacteurs réinventent la roue ! C'est déjà le cas sinon les entreprises n'auraient plus de clients...).

Désormais informés en temps réel de leur consommation et bénéficiant des meilleurs conseils, les citoyens seront acteurs de leurs usages de l'énergie, dans leur logement, mais aussi collectivement, à l'échelle de leurs quartiers, dans les espaces publics, les transports, les écoles, sur leurs lieux de travail.

(Voilà un avenir radieux et des lendemains qui chantent ... On rêve debout ! Il faudra quand même bien produire l'énergie dont aura besoin tout ce monde.)

Cette transition du 21^e siècle doit allier création de richesses, justice sociale, protection des ressources naturelles et préservation de l'environnement.

(A l'aune de ces critères, le nucléaire a un grand avenir !).

Elle engage le futur de la France, la manière dont les Français consommeront, se déplaceront, vivront ensemble.

(... ou non ! Et peut donc conduire tout un peuple vers la récession, voire le chaos. Quand il n'y a plus d'avoine dans le râtelier, les chevaux se battent... On peut prévoir de graves troubles sociaux si ce projet "idyllique" où on vivrait de l'air du temps, du vent et du soleil était appliqué).

C'est pour cette raison que les citoyens, les acteurs économiques, le monde associatif, et les responsables politiques, s'en sont saisis pour en débattre.

(En débattre, oui, en tenir compte, non).

La transition énergétique doit être un moteur interne à notre société, source d'innovation et de renforcement de notre lien social, autour des valeurs de progrès et de partage. Il nous appartient collectivement d'engager cette transition, pour un avenir énergétique à la fois efficace et solidaire.

(Et le meilleur moyen d'y parvenir est de construire des moyens de production permettant de fournir massivement une électricité disponible suivant les besoins et à bon marché. Les centrales nucléaires actuelles en construction de troisième génération (EPR par exemple) ou futures (GEN IV dont le démonstrateur ASTRID⁴ est en préparation), constituent la solution actuellement la plus viable économiquement et techniquement pour réaliser cet avenir énergétique à la fois efficace et solidaire).

⁴ ASTRID : Advanced Sodium Technical Reactor for Industrial Demonstration est le démonstrateur qui devrait être réalisé en France, à Marcoule, des futurs réacteurs surgénérateurs au sodium.

LA FRANCE, RESOLUMENT ENGAGEE DANS LA TRANSITION ENERGETIQUE

« Notre pays fait face à des défis climatiques et énergétiques sans précédents. La lutte contre le réchauffement climatique est non seulement une cause planétaire, européenne, nationale, mais peut aussi être le levier d'un nouveau modèle de croissance à la fois intelligent, durable et solidaire.

La France doit aujourd'hui s'engager résolument dans la transition énergétique »

(Et la substitution des énergies fossiles par de l'électricité produite massivement et économiquement par le nucléaire peut grandement aider à relever ces "défis climatiques et énergétiques sans précédents".)

Telle est la feuille de route (Annexe I) du débat national pour la transition énergétique, dessinée lors de la conférence environnementale de septembre 2012. Les défis et les enjeux sont en effet immenses : lutter contre le changement climatique, bien sûr ; réduire la précarité énergétique qui touche tant de nos concitoyens ;

(Il faut donc accroître la production d'électricité nucléaire qui est la moins chère après l'hydraulique dont les possibilités d'extension sont saturées),

réduire la contrainte extérieure

(Le nucléaire est déjà un champion du domaine puisque seulement 0,7 milliards d'euros (Md€) d'importation d'uranium naturel permet de produire 40% de nos besoins en énergie et 75 % de notre électricité alors que la facture énergétique de la France (pétrole, gaz et charbon) est de 69 Md€ en 2012.)

et renforcer, par là-même, notre indépendance énergétique et notre sécurité d'approvisionnement ; soutenir le rétablissement de la compétitivité de nos entreprises, en particulier celles fortement consommatrices d'énergie et exposées à la concurrence internationale ; valoriser les ressources renouvelables de nos territoires ; assurer nos choix de politique industrielle, en décidant, maintenant, ce que sera, demain, notre patrimoine commun ; préparer, anticiper, former ce que seront nos emplois de demain ; mieux protéger notre santé ; préserver la biodiversité...

L'énergie est un enjeu majeur. Elle « fait » notre vie de tous les jours. Elle façonnera notre vie de demain. Non pas sous la forme de contraintes à subir ou de coûts à supporter, mais de défis à relever.

(Oui, notamment dans le nucléaire de quatrième génération et les éventuels réacteurs au Thorium.)

Car la transition énergétique (***vers une électricité abondante et bon marché ?***) est une chance : une chance pour tous les Français ; une chance pour notre industrie et nos entreprises ; une chance pour le pays tout entier, y compris dans les outremer.

(Oui, mais je ne sais pas si nous considérons la même transition énergétique vers un futur meilleur...)

Elle est une chance dès lors que nous prenons, ensemble, les décisions qui feront de la transition énergétique le moteur de notre développement commun : assurer le confort de tous au moindre coût

(Rappel : ce moindre coût est obtenu grâce à la production nucléaire qui, avec l'hydraulique, est la plus économique)

et en économisant les ressources rares et polluantes ;

(Comme les énergies fossiles, par exemple, en les remplaçant par du nucléaire de GEN IV dont le combustible est abondant et dont la production d'électricité est non polluante)

donner un avantage comparatif à nos entreprises, aux plus grandes comme aux plus petites;
(qui est la conséquence d'une énergie abondante et bon marché en France. Et grâce à aux centrales nucléaires !)

s'en emparer pour fortifier notre volonté d'innover, d'en faire le levier de nos engagements en matière de recherche et de développement, dans nos investissements d'avenir ; modeler les transitions professionnelles qui l'accompagneront.

("Le nucléaire est porteur d'emplois. 110.000 recrutements⁵ dans le nucléaire français d'ici 2020. Qui dit mieux !?")

Il nous faut bâtir ensemble ce nouveau monde, faire « sauter » les verrous technologiques et culturels

(Y a qu'à, faut qu'on... Il suffit d'y croire pour que les rêves deviennent réalités. Le pari n'est plus audacieux, il est irresponsable)

qui nous permettront de disposer de transports économes et de bâtiments efficaces, décider à quoi ressembleront nos villes et nos déplacements de « demain », s'en saisir pour revitaliser nos campagnes et le monde rural.

(On ne va rien revitaliser du tout si les déplacements deviennent très onéreux, en "autopartage" ou en "déplacements collectifs", même nouveaux comme le préconise cette synthèse.)

C'est pour cela que la transition énergétique est un objectif fondamental de la Nation pour les décennies qui viennent, pour la France, au sein de l'Europe et dans le Monde. Elle participe à cette forme nouvelle de récit et de projection collectifs qui nous est nécessaire pour bâtir l'avenir commun du pays. Imaginons et décidons ensemble notre monde de demain !

(Tout à fait d'accord ! Et le nucléaire sera au centre de cette transition en tant que socle industriel et économique.)

A l'aune de cet objectif commun,

(Cet objectif est-il bien de redynamiser le nucléaire en France et dans le monde ?)

le débat s'est ouvert, de façon solennelle, lors d'une première séance du Conseil national du débat, tenue le 29 novembre 2012, aux fins, conformément à sa charte (Annexe II), de « produire, à son terme, des recommandations que le Gouvernement s'engage à intégrer dans la préparation du projet de loi de programmation pour la transition énergétique qui sera présenté au débat et au vote du Parlement avant octobre 2013 ». A l'issue de huit mois de débat, le Conseil national du débat est ainsi en mesure de présenter, au Gouvernement, la synthèse du débat national.

(Le Conseil national présente donc "une synthèse" et non des recommandations à la demande du MEDEF qui, semble t-il, ne s'associe pas aux préconisations ou aux "recommandations" qui pourraient être contenues de manière sous jacente dans ce texte. Le syndicat "Force Ouvrière" non plus (voir plus loin) qui "n'est pas engagé par aucune des propositions qu'elle contient")

Cependant, avec l'insertion des commentaires ajoutées dans ce texte, cette synthèse deviendrait une bonne base de travail pour des recommandations au parlement et au gouvernement pour le bien des Français et la grandeur de la France.

⁵ Christophe Béhar, Directeur de la Direction de l'Energie Nucléaire / La lettre de l'I-Tésé du CEA; N°19
Été 2013.

UNE SYNTHÈSE PRÉSENTÉE PAR LE CONSEIL NATIONAL À L'ISSUE D'UN DÉBAT NATIONAL, TERRITORIAL ET CITOYEN QUI A EMPRUNTÉ DE NOMBREUX CANAUX

Conformément à sa charte, le débat a été décliné de façon à ce que le plus grand nombre de Françaises et de Français puisse y participer, à travers les corps intermédiaires parties prenantes au débat mais aussi personnellement, non seulement pour que chacun puisse au mieux s'approprier les enjeux mais aussi y faire part de son opinion et la confronter, le cas échéant, avec des opinions différentes.

(Oui, mais pour en avoir fait l'expérience lors d'un "débat", elle n'est pas retenue et encore moins transmise si elle ne correspond pas au "dogme" écologiquement correct qui semble prévaloir en ce moment dans certains ministères du gouvernement.)

L'annexe III du présent document retrace les éléments de synthèse de ce débat, produit par le secrétariat général du débat. Le débat national sur la transition énergétique est le premier de cette ampleur en termes d'acteurs mobilisés, notamment dans les territoires, et de sujets traités.

La présente synthèse du débat traduit ainsi les éléments qui ont été portés et débattus par l'ensemble des canaux du débat, que ces canaux soient nationaux, territoriaux ou citoyens, puis formulés au cours des échanges finaux du Conseil national lui-même.

(Non, je ne retrouve pas les différentes contributions (dont la mienne) qui ont été déposées sur le site et que j'ai pu lire en ligne.)

Compte-tenu de l'importance des enjeux, les acteurs du débat demandent une réponse de même niveau. Il convient tout particulièrement de souligner que :

Le Conseil national du débat (liste des membres en Annexe IV) s'est réuni, en séances plénières mensuelles, à neuf reprises, de novembre 2012 à juillet 2013 ; la synthèse finale a été débattue lors de la séance du 18 juillet 2013.

Parallèlement, le Conseil national a installé en son sein des groupes de travail, qui ont traité des principales thématiques du débat (cf infra et les Annexes XV à XXII qui présentent les restitutions de ces groupes de travail) ; il a également procédé à de nombreuses auditions d'acteurs de la transition énergétique, chefs d'entreprises, représentants d'organisations non gouvernementales et d'associations, parlementaire européen, sociologues et économistes, etc.

(synthèse des auditions en Annexe VIII) ;

Une part majeure a été donnée à la tenue décentralisée et citoyenne du débat.
(Et seule la part correspondante "à la ligne du parti" a été prise en compte.)

L'ensemble des régions et territoires ont ainsi organisé des manifestations de nature diverse, impliquant un nombre de concitoyens conséquent, souvent au plus près des réalités de terrains et de porteurs d'initiatives. Plus de mille événements se sont ainsi tenus, réunissant plus de 170 000 participants. A cet égard, il convient de noter plus particulièrement :

- Les synthèses des débats territoriaux, rédigées dans la totalité des régions, et décrivant les réponses des territoires aux enjeux du débat (Annexes IX portant synthèse des débats territoriaux et X pour les Zones non interconnectées) ; les

réponses des territoires ont été présentées et débattues avec le Conseil national du débat, lors d'un séminaire conjoint tenu le 8 juillet 2013 ;

- La tenue, les 29, 30 et 31 mars 2013, de journées de l'énergie, au cours desquelles les exploitants (producteurs, transporteurs et distributeurs d'énergie) et fabricants d'équipements ont ouvert, au grand public, les portes de leurs installations. Plus de 200 000 personnes se sont ainsi rendues sur place ;
- La tenue d'une « Journée citoyenne », le 25 mai 2013, dans la grande majorité des régions, dont, pour quatorze d'entre elles, représentant les deux tiers de la population française, selon une même méthodologie de démocratie participative (Annexe XI portant restitution de la Journée citoyenne) ;

Cette très forte mobilisation territoriale traduit le travail accompli par le Comité de liaison du débat décentralisé, composé des représentants des acteurs locaux du débat, conformément à la charte.

Un Comité citoyen a été constitué pour tenir le rôle d'observateur et de garant de la qualité pédagogique du débat à toutes les échelles. Il est venu, à trois reprises, devant le Conseil national du débat pour y restituer ses travaux (Annexe XII portant restitution du Comité citoyen devant le Conseil national du débat). Les travaux du Conseil ont été soumis à son appréciation.

Le site Internet du débat www.transition-energetique.gouv.fr comme le courrier postal a permis un très grand apport documentaire sous la forme de contributions en grand nombre, recensées par des cahiers d'acteurs -émanant des membres du Conseil national du débat-, des cahiers de contribution -émanant d'autres acteurs collectifs- et des contributions individuelles. Plus de 300 000 visiteurs uniques se sont rendus sur le site du débat et plus de 1200 contributions ont été recensées, reçues, tracées et exploitées (Annexes XIII et XIV portant recensement des contributions reçues). Le site Internet a compris également un «Dossier du débat» qui a permis, à chacun, de disposer d'un socle commun de connaissance. ***(Et avec tout ça, cette synthèse ne comporte qu'une seule fois le mot nucléaire de manière ambiguë pour évoquer son "évolution".)***

Les entreprises de l'énergie, qu'il s'agisse des producteurs, des transporteurs, des distributeurs ou des gros consommateurs, des équipementiers, des opérateurs de services énergétiques et des industriels du secteur ont présenté, dans le cadre du groupe de contact des entreprises de l'énergie (GCEE), leurs propositions au Conseil national, à l'issue d'un travail intense conduit au cours du printemps 2013 (Annexe XXIII portant présentation des propositions du GCEE).

Le groupe des experts (liste des membres en Annexe V) a assisté le Conseil national dans ses travaux, en apportant, notamment, par ses contributions et ses éclairages, les données scientifiques, économiques, sociales, environnementales, techniques et financières nécessaires au débat, dans un esprit pluraliste et pluridisciplinaire, et à l'aune des outils existants.

A l'issue de ces travaux, le Conseil national⁶ remet au Gouvernement **une synthèse** qui dessine un cheminement sans ambiguïté

⁶ Cependant, Force Ouvrière a indiqué "ne pas s'associer à cette synthèse et n'être engagée par aucune des propositions qu'elle contient". Force Ouvrière a en effet fait part de sa "position refusant une co-rédaction et une co-construction des préconisations [...] dans ce DNTE".

(Non, il y a une grande ambiguïté sur le sens donnée à cette transition énergétique jamais clairement définie, et sur le rôle que le nucléaire doit y tenir.)

mais progressif,

(Certes, mais dans quel sens ? Vers le développement du nucléaire ou vers son extinction ?)

indispensable pour conduire la transition énergétique, accompagné de propositions de méthode et d'objectifs généraux. Le Conseil national du débat souligne que sa synthèse, issue d'échanges et de travaux intenses, a permis d'aboutir à un certain nombre de compromis importants.

(Lesquels par exemple ? Si c'est juste pour écrire "on veut mieux vivre ensemble dans un monde idéal" il n'y avait pas besoin de cette usine à gaz.)

NOS PRINCIPES COMMUNS

Notre pays fait face à des défis climatiques et énergétiques sans précédents. Il a besoin d'un nouveau modèle de développement à la fois intelligent, durable et solidaire. La France doit aujourd'hui s'engager résolument dans la transition énergétique.

(C'est-à-dire vers quoi ? Plus de nucléaire pour une électricité abondante et bon marché ou moins de nucléaire avec des contraintes fortes (imposées ?) sur les coûts, et la consommation, et donc sur les libertés fondamentales (se déplacer, se nourrir, se soigner, se chauffer,...) ?)

La France doit remplir ses engagements de lutte contre le changement climatique (le facteur 4, c'est-à-dire la division par 4 des émissions de l'ensemble des gaz à effet de serre à l'horizon de 2050) et réduire sa facture et sa dépendance liées aux importations d'énergies fossiles, pour assurer la robustesse et la résilience des territoires aux chocs et aux aléas économiques et environnementaux et protéger les ménages et les entreprises soumis à des prix volatils et croissants, en prenant en compte en particulier les plus vulnérables et exposés d'entre eux. Beaucoup de citoyens sont inquiets de l'augmentation des prix de l'énergie.

(Dans ces conditions, alors vive le nucléaire qui n'émet pas de CO₂, dont la ressource en uranium est bon marché, dont la plus-value du combustible est réalisée en France à 95%, qui est bien répartie dans le monde et dont les prix sont stables et faibles).

Il est nécessaire, au préalable, de redéfinir les priorités en matière énergétique au moment où la situation des installations énergétiques de production, de transport et de distribution réclame d'importants efforts d'investissement. C'est le moment d'enclencher la transformation de notre système énergétique.

(Vers la GEN IV avec le RNR-Na⁷, ou vers le Thorium avec le MSFR⁸ ?)

La transformation de notre système énergétique s'inscrit dans un contexte mondial où les incertitudes sont fortes tant sur le niveau et l'accessibilité des ressources disponibles que sur les perspectives de la demande, alors que l'évolution du climat rend plus que jamais nécessaire la réduction marquée de la consommation d'énergie d'origine fossile et la substitution progressive d'énergie sans CO₂.

(Comme le nucléaire par exemple. Sécurisons et accélérons la mise en place du démonstrateur ASTRID pour ouvrir la voie à la GEN IV en 2030 ou 2040 dans de bonnes conditions pour plusieurs centaines d'années, voire pour des millénaires).

Les citoyens français l'ont compris : ils soutiennent une transition énergétique sans bouleversement ni restriction,

(On note : sans bouleversement, ni restriction...)

fondée sur l'efficacité et la sobriété énergétique, le développement des énergies renouvelables et l'innovation.

(Ils souhaitent aussi le développement de l'énergie nucléaire, surtout pour conserver une électricité "pas trop chère" : est-ce un oubli ?)

⁷ RNR-Na = Réacteur à Neutrons Rapides au Sodium

⁸ MSFR = Molten Salt fast Reactor (Réacteur rapide à sel fondu fonctionnant avec du Thorium)

Pour beaucoup, elle est considérée à la fois comme une nécessité et une chance, notamment pour maîtriser leur facture énergétique.

(Ce qui a pu être réalisé jusqu'à présent grâce au nucléaire de la générations 2 et bientôt de la GEN III (EPR) et à plus long terme avec la GEN IV).

C'est le message commun des multiples démarches participatives initiées pendant le débat.

C'est en effet une chance : la transition raisonnée et organisée est un levier pour sortir de la crise, un ressort pour créer de l'emploi, un vecteur de compétitivité, de croissance et de développement industriel. A ce titre, le défi de la transition énergétique doit être pensé et considéré comme un point d'appui pour relever le défi du redressement productif de notre pays.

(Et la compétence acquise dans la construction et la production électronucléaire y contribuera grandement en France et à travers le monde.)

La transition énergétique doit également contribuer à l'amélioration de la santé publique et s'inscrire dans le processus plus large de transition écologique, incluant notamment la préservation de la biodiversité.

(Là encore, le nucléaire a des avantages : une emprise faible au sol pour la quantité d'énergie fournie, il n'émet pas de particules ni de gaz toxiques et il permet de produire des radioéléments contribuant à l'amélioration de la santé publique (radiothérapie).

C'est aussi une chance pour déployer le potentiel de développement et d'innovation des territoires, qu'ils soient ruraux ou urbains, et de créer les conditions du mieux vivre pour les citoyens.

(C'est une grande phrase creuse mais ça ne mange pas de pain de le déclarer.

A titre d'information, le parc éolien sur le territoire rural des montagnes du Lomont (près de Montbéliard) n'a rien changé du tout "au mieux vivre pour les citoyens" locaux. Ils ont simplement une rangée de grands mats sur la ligne de crête des monts. Quant aux champs de panneaux photovoltaïques dans le sud, ou sur l'ancienne base aérienne de Toul, ils n'ont pas non plus modifié le "mieux vivre" des citoyens).

Notamment, l'insularité et l'éloignement sont un atout pour développer des solutions innovantes en matière de production d'énergies renouvelables et de stockage. La diversité des conditions naturelles des zones non interconnectées permet d'expérimenter tous les modes de production dans des conditions réelles.

(Ce n'est pas un atout, c'est un handicap qui, par solidarité, est pris en charge par la CSPE⁹ sur la facture d'électricité de tous les consommateurs français).

La transition énergétique doit ainsi rendre notre société, nos territoires et notre économie plus résilients.

(Notre économie sera d'autant plus résiliente qu'elle sera forte en reposant sur une production d'énergie abondante et bon marché).

Elle doit prendre en compte, dans ses objectifs et dans son rythme, la préservation de l'industrie française et de ses emplois, et être cohérente avec les conditions économiques extérieures.

⁹ CSPE : Contribution au Service Public de l'Electricité.

(Oui, les 110.000 recrutements prévus dans le nucléaire d'ici 2020 y participeront largement, surtout pour produire une énergie sûre, abondante et bon marché).

C'est une décision prudente car l'inaction coûtera plus cher qu'une action bien mesurée.

La réussite de la transition énergétique dépendra de la capacité à mobiliser les financements adéquats.

(Oui. Construire des centrales nucléaires et très capitalistique et il faudrait lancer au plus tôt le démonstrateur ASTRID.)

Aussi, la société française attend une impulsion forte d'un Etat stratège, qui définit la politique énergétique de la Nation. Il doit fixer une ambition et des perspectives claires, qui permettent d'enclencher l'action à tous les échelons. La France doit en effet prendre des décisions indispensables (planification des réseaux, de l'évolution du parc nucléaire,

(C'est la première et la seule fois où le mot nucléaire apparaît dans cette synthèse. Que signifie ici le mot "évolution" ? Est-ce pour aller vers le développement de la GEN IV et du Thorium ?)

orientations sur les nouveaux vecteurs pour la mobilité).

(Qui sont ??)

Elle doit surtout le faire sans attendre, même si des incertitudes demeurent, par exemple en matière technologique ou d'évolution des modes de vie et des déterminants sociétaux de la demande d'énergie. Même si certaines divergences persistent sur les points d'arrivée à long terme,

(Il est pourtant écrit précédemment que cette synthèse "dessine un cheminement sans ambiguïté...")

le débat a d'ailleurs permis de converger sans ambiguïté sur la nécessaire mise en place d'un grand programme d'efficacité énergétique et des financements associés pour les quinze prochaines années, qui constitue une base robuste pour commencer à agir dès 2014.

La transition énergétique doit être planifiée au niveau national, pour assurer et renforcer le service public de l'énergie et en assurer la cohérence entre les territoires, qui seront les moteurs de sa mise en œuvre et de son succès.

(Autour des centres de productions électriques, par exemple).

La solidarité entre les collectivités est une condition de réussite de la transition énergétique, comme l'est également la réussite du « couple » collectivités/citoyens.

(Or, il n'y aura pas de "réussite du couple collectivités/citoyens si les élus ne tiennent pas compte de la réalité économique vécue par les citoyens. Il ne faudrait pas déclarer des intentions louables et agir en sens inverse sinon il y aura (il y a déjà ?) un hiatus entre les politiques et les citoyens.)

Dans ce contexte, l'action publique doit être à la fois capable de mettre en œuvre des mesures à court terme et doit également être flexible pour intégrer les évolutions de notre environnement politique, économique, social et technologique et s'inspirer du retour

d'expérience des nombreuses initiatives qui ont déjà été lancées dans la plupart des régions diverses échelles de territoires.

(Monsieur de La Palice n'aurait pas dit mieux.)

L'ambition française, au-delà des choix déjà effectués par l'Union européenne, doit être de porter la transition énergétique comme un projet de relance de la dynamique de construction européenne

(Autour du nucléaire de troisième et quatrième génération, par exemple).

La France doit proposer une stratégie cohérente de transition énergétique européenne, fondée sur une politique de promotion de l'efficacité énergétique et sur une politique industrielle de développement des énergies renouvelables,

(Et pourquoi omet-on toujours le nucléaire dans cette synthèse ?)

la réduction massive les émissions de gaz à effet de serre, la sécurité d'approvisionnement, la compétitivité et la recherche.

(Réjouissons nous : le développement du nucléaire avec la GEN III et GEN IV permettra d'améliorer significativement ces quatre domaines.)

Quant à "la compétitivité" des énergies renouvelables, le rapport de la Cour des comptes "La politique de développement des énergies renouvelables" de juillet 2013 est révélateur de la divergence entre le discours lénifiant et la réalité.

Extraits du rapport :

- Le coût des énergies renouvelables restent aujourd'hui encore élevés par rapport au prix des autres sources d'énergies.

- Certaines filières sont encore loin des coûts de production actuels de l'électricité nucléaire (49,5 €/Mwh en 2011), notamment le solaire photovoltaïque et thermique.

- Les dépenses supportées par la collectivité pour le développement des énergies renouvelables dans la production d'électricité et de chaleur se sont élevés au total à 14,3 Md€ entre 2005 et 2011.

La contribution au service public de l'électricité (CSPE), le crédit d'impôt développement durable (CIDD) et la TVA à taux réduit pour les travaux d'amélioration des logements anciens sont les trois mesures les plus coûteuses pour la collectivité.

- Pour cette seule année 2013, la CSPE devrait, selon la Commission de régulation de l'énergie (CRE), s'élever à 3 Md€, dont 2,1 Md€ pour la filière photovoltaïque.

- Entre 2012 et 2020 (9 ans), sans bouleversement de la politique menée jusqu'à présent, le volume global de la CSPE liée aux énergies renouvelables pourrait atteindre environ **40,5 Md€**, directement supportés par les consommateurs d'électricité, particuliers ou professionnels, contre 3,3 Md€ au total entre 2005 et 2011 (7 ans).